



## Westminster & City News

NUMÉRO 28

Du 10 au 16 juillet 2020

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

**La croissance britannique repart timidement en mai** – L'économie britannique a affiché en mai un taux de croissance de 1,8 %, selon les derniers chiffres de [l'ONS](#). Après une contraction historique de 20,3 % en avril, ce faible rebond, bien en-dessous des projections de 5,5 % des économistes sondés par Reuters, est qualifié de « décevant » par le cabinet Capital Economics. La reprise est portée en mai par la hausse de la production dans le secteur de la construction (+ 8,2 %) et le secteur manufacturier (+ 8,4 %). La production dans le secteur des services, qui représente 80 % de l'économie britannique, reste toutefois en berne (+ 0,9 %). L'ONS note par ailleurs que le PIB britannique de mars à mai a chuté de 19,1 % par rapport aux trois mois précédents, en raison de l'effondrement des divers secteurs (-18,9 % services, -18 % production manufacturière, -29,8 % construction). Le rebond devrait toutefois se consolider en juin avec la réouverture des magasins, avec une anticipation de +8% selon Pantheon Macroeconomics. L'économie britannique est en voie d'enregistrer au T2 sa plus forte contraction trimestrielle depuis le début des enregistrements, dans les années 1950.

**Alors que les finances publiques se détériorent, le chancelier réfléchit à réformer l'impôt sur le capital** – Selon les trois scénarii projetés par [l'OBR](#), l'économie britannique devrait connaître une contraction entre 10 % et 14 % en 2020, soit la plus importante baisse du PIB depuis trois siècles. Celle-ci sera accompagnée par une détérioration des finances publiques, compte tenu des dépenses du gouvernement durant la crise et de la baisse des recettes fiscales. Ainsi, le volume d'emprunt du gouvernement devrait dépasser 370 Md£ en 2020 (soit entre 15 et 23 % du PIB), tandis que la dette publique devrait atteindre 100 % du PIB. Alors que l'OBR a recommandé une baisse des dépenses et/ou une hausse des impôts pour assainir les finances publiques, le chancelier R. Sunak a [écrit](#) au bureau chargé de la simplification fiscale pour commander une étude sur le régime d'imposition des plus-values (« *capital gains tax* ») au RU. En particulier, le chancelier est preneur de propositions autour des abattements, exonérations et dégrèvements fiscaux afin de rendre l'impôt plus simple et efficace.

**La réouverture des magasins génère un léger regain d'inflation en juin** – Selon [l'ONS](#), l'inflation CPI a augmenté de 0,6 % en juin, contre 0,5 % en mai. La fermeture de nombreux établissements empêchent encore la collecte de statistiques concernant la hausse des prix. Néanmoins, certaines enseignes dans les secteurs de l'habillement et du divertissement auraient profité de la réouverture des magasins pour augmenter leurs prix, ce qui aurait plus que compensé la baisse des coûts dans le secteur de l'hospitalité et de la restauration. Cet effet devrait cependant rapidement s'estomper. En effet, la prudence des consommateurs, la très probable hausse du chômage en automne ainsi que la réduction de 20 % à 5 % de la taxe sur la valeur ajoutée dans le secteur de l'hospitalité représentent des forces déflationnistes

majeures. Selon un expert du cabinet Capital Economics cité dans le Financial Times, l'inflation CPI pourrait ainsi passer sous la barre de 0 % d'ici juillet ou août.

**Le marché du travail britannique subit les effets de la crise du Covid-19** – Selon l'ONS, le nombre de [travailleurs salariés](#) a diminué de 650 000 entre mars et juin, soit une baisse de 2,2 %. Le taux de déclin, particulièrement fort en avril et mai, a cependant ralenti en juin. Par ailleurs, le nombre d'heures travaillées par semaine de mars à mai 2020 a diminué de 175,3 millions pour atteindre un total de 877,1 millions, soit une baisse de 16,7 % en g.a. Le [salaire hebdomadaire moyen](#) entre mars et mai 2020 (primes incluses) a quant à lui baissé de 0,3 % par rapport à l'année dernière. Ces baisses ont tout particulièrement touchées les secteurs de l'hospitalité et de la restauration. Ces chiffres pourraient se détériorer en octobre avec la fin du dispositif de chômage partiel, dont bénéficient 9,4 millions d'employés et 2,7 millions de travailleurs indépendants. Selon une étude de la [British Chambers of Commerce](#), 29 % des 7 400 entreprises sondées ont en effet l'intention de réduire leurs effectifs de manière permanente dans les trois prochains mois.

## POLITIQUE COMMERCIALE

**Le Royaume-Uni poursuit les discussions commerciales avec l'Australie, le Japon et annonce être proche d'un accord avec la Turquie** – Alors que le premier cycle de négociations avec l'Australie s'est achevé le 10 juillet dernier, le gouvernement poursuit aussi, de manière continue, les discussions avec le Japon afin de parvenir à un accord d'ici la fin de la période de transition. Dans un communiqué de presse publié le 13/07, le gouvernement indique que les discussions avec Canberra « ont été productives », et annonce que le deuxième cycle aura lieu en septembre. Selon le Financial Times, les discussions avec le Japon pourraient aboutir à un démantèlement immédiat de certains droits *ad valorem* à la différence de ce qui est prévu par l'accord de partenariat économique (EPA) UE-Japon, qui pourrait se traduire par une libéralisation totale des importations et exportations de voitures. Toutefois, le Japon devrait se montrer intransigeant sur le volet agricole, et refuser un meilleur accès aux produits britanniques que celui accordé par l'EPA. Enfin, le gouvernement britannique a annoncé en début de semaine être proche d'un accord de libre-échange avec la Turquie, dont le contenu n'a cependant pas été dévoilé pour l'heure.

**Le gouvernement annonce une hausse du nombre de projets d'investissements directs étrangers en 2019/20** – Selon le *Department of International Trade* (DIT), le Royaume-Uni aurait attiré 1852 projets d'investissement durant l'année budgétaire 2019/20, soit une hausse de 4% par rapport à l'exercice précédent. Le DIT indique les États-Unis restent la première source d'investissement étranger direct au Royaume-Uni, avec 462 projets et 20 131 emplois, tandis que l'Inde est désormais la deuxième source d'investissement du Royaume-Uni, suivie de l'Allemagne, de la France, de la Chine et de Hong Kong. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont réalisé 72 projets et la région nordique et baltique 134, soit une augmentation pour les deux régions. L'Angleterre, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord ont respectivement enregistré une augmentation du nombre de projets d'investissements étrangers, au contraire de l'Ecosse.

## ACTUALITÉ FINANCIÈRE

### REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

**Des députés appellent le gouvernement à plafonner les taux d'intérêts variables des prêts à l'habitat** – Selon un groupe de députés conservateurs, travaillistes et libéraux (« *All-Parliamentary Group on mortgage prisoners* »), plus de 200 000 individus seraient prisonniers (« *mortgage prisoners* ») d'un prêt à l'habitat coûteux. Payant un taux d'intérêt généralement autour de 4,4 % (soit environ deux fois plus que le taux moyen pratiqué sur le marché), ces individus ne sont pas en capacité de modifier leurs anciens contrats et/ou de renégocier leurs prêts à l'habitat pour bénéficier des taux bas. Dans une [lettre](#) publiée en juin, le groupe de députés avait demandé à la FCA et la CMA de lancer une consultation en vue de plafonner les taux d'intérêts variables des prêts à l'habitat. Selon la [BBC](#), le groupe a récemment intensifié

ses efforts auprès du gouvernement, en soulignant que de nombreux travailleurs en première ligne contre l'épidémie de Covid-19 étaient sous forte pression financière en raison de ces prêts.

**Le gouvernement doit gérer un volume de dettes d'entreprises sans précédent** – Katharine Braddick, DG pour les services financiers du HMT, a confirmé la volonté du gouvernement de mettre en place des plans d'investissements par injection de capitaux propres pour faciliter la gestion des prêts consentis par le secteur bancaire britannique pendant la crise du Covid-19. Pour autant, le chancelier Rishi Sunak aurait écarté la perspective d'un renflouement par l'État des entreprises surendettées alors que, selon le groupe TheCityUK (TCUK), le volume de dettes insoutenables s'élève à 100 Mds£, que 780 000 PME sont en danger et que 3M d'emplois sont en jeu. Dans un [rapport](#) du *Recapitalisation Group*, TCUK définit une série d'options pour la conversion, la restructuration et le remboursement de la dette. Il recommande notamment la création d'une *UK Recovery Corporation*, structure publique qui serait chargée de détenir et gérer les dettes en proposant aux entreprises soit de convertir les prêts non gérables en dettes fiscales sous condition de chiffre d'affaires, soit, pour les dettes plus importantes, de convertir la dette en actions préférentielles ou en dette subordonnée à long terme. Selon la presse, des propositions pourraient figurer dans le budget d'automne. A ce jour, 46,3 Mds£ de prêts garantis par l'État ont été accordés à plus d'1,1 M d'entreprises.

**La FCA renforce son contrôle sur les établissements de monnaie électronique et de paiement** - Dans une [lettre](#) aux dirigeants, la FCA avertit qu'elle va renforcer sa surveillance des établissements de monnaie électronique et de paiement pour s'assurer qu'ils ont bien mis en place des mesures de protection des consommateurs. La FCA a déjà relevé plusieurs problèmes à la suite d'un examen des entreprises du secteur, notamment l'absence de dossiers clairs attestant des fonds détenus et de la vérification de leurs cohérence, des calculs incorrects sur les besoins de financement avec une gouvernance et des contrôles inadéquats pour gérer les risques, et de mauvaises évaluations des risques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. La FCA note également un manque de vigilance accrue à l'égard des clients à haut risque ou du réseau d'agents opérant à l'étranger. Elle [appelle](#) donc les institutions à se doter des structures de gouvernance et de contrôle adéquates.

**Un dépositaire de crypto-actifs reçoit le soutien du maire de Londres pour attirer les grands investisseurs** - La mairie de Londres soutient Copper, dépositaire de crypto-actifs, qui doit lancer la plate-forme Catalyst pour inciter davantage de fonds spéculatifs et de gestionnaires d'actifs à investir dans les actifs numériques. Début 2020, Copper a levé 6,5 M£ dont une tranche importante provenait du fonds *MMC Greater London Fund* de 100 M£ lancé par Sadiq Khan, le maire de Londres, pour investir dans les nouvelles entreprises technologiques. Cette nouvelle plate-forme, qui doit permettre aux fonds crypto de vendre l'exposition de leurs portefeuilles aux investisseurs institutionnels plus vite et à moindre coût, arrive sur le marché alors que l'une des plus grandes bourses de devises cryptographiques, Crypto Facilities, a été la première à obtenir une [licence](#) de négociation des régulateurs britanniques.

## **BANQUES & ASSURANCES**

**Le gouvernement britannique pourrait recréer une banque d'investissement verte** - Financée par les contribuables, elle permettrait d'aider à financer les technologies et les infrastructures nécessaires pour atteindre l'objectif de zéro émission nette en 2050. La première *Green Investment Bank* a été privatisée il y a trois ans par une vente de 2,3Mds£ au groupe financier Macquarie. Cette décision avait alors été vivement critiquée par les députés et les militants écologistes. Dans le cadre de la crise du Covid-19, les groupes environnementaux ont intensifié leur campagne en faveur d'une deuxième banque pour les infrastructures vertes, soutenue par l'État, afin de garantir que la reprise menée par le gouvernement maintienne le RU sur la voie de ses objectifs climatiques. M. Kwarteng, ministre de l'Energie, a indiqué qu'un débat était en cours au sein du gouvernement à ce sujet et qu'une annonce pourrait intervenir prochainement. Cette demande avait été également formulée par le groupe UK100, un réseau de *Councils* intéressés par la politique climatique et l'énergie propre. Les recherches de UK100 ont montré que 5 Mds£ de fonds publics investis dans les énergies renouvelables pourraient débloquer 100 Md£ de capitaux privés.

**De nouvelles recommandations sont formulées pour une économie « net zéro »** - Dans un [rapport](#) conjoint, la *London School of Economics* et UK Finance formulent des recommandations à destination des banques et des sociétés de crédit immobilier, ainsi que du gouvernement pour que le secteur financier s'aligne sur l'objectif de zéro émission de gaz à effet de serre du RU. Parmi les messages clés, le rapport souligne qu'au cœur de la reprise après COVID-19 doivent converger deux impératifs nationaux : la création d'une économie à émissions nettes zéro et le « nivellement par le haut » des perspectives économiques et sociales. Les banques peuvent y contribuer considérablement en veillant à ce qu'un programme de transition équitable soit intégré dans leur stratégie et culture institutionnelles, en développant un portefeuille de base de produits et de services financiers qui les aide à atteindre le taux net zéro d'une manière socialement inclusive et en rendant compte des progrès réalisés par rapport aux objectifs de transition équitable.

**La valeur des transactions par carte de crédit en avril a chuté à 8,7Md£** - Cela représente la moitié de la valeur par rapport à avril 2019. Au cours du premier mois complet de mesures de distanciation sociale, le [nombre](#) de transactions par carte de crédit effectuées par les détenteurs de cartes britanniques a également connu une forte baisse de 45,9 %, pour atteindre 163M, soit le niveau le plus bas depuis plus de neuf ans, les emprunteurs ayant réduit leurs dépenses par carte de crédit. En comparaison, alors que le nombre de transactions par carte de débit en avril 2020 était inférieur de 5,1 % à celui de l'année précédente, la valeur totale de ces transactions a augmenté de 0,9 % pour atteindre 51,8 M£. Le solde des cartes de crédit a diminué de près de 4,7 Md£ en avril 2020, soit la plus forte baisse mensuelle depuis plus de dix ans, car de nombreuses personnes ont choisi de rembourser leurs dettes plutôt que de dépenser sur leurs cartes de crédit. Cela fait suite à une baisse de 3,1 Md£ des soldes impayés des cartes de crédit en mars 2020.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,  
Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 16 juillet 2020

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

| Indicateurs*                  |                            | Croissance T1 2020 | Moyenne sur 3 ans |
|-------------------------------|----------------------------|--------------------|-------------------|
| PIB en glissement annuel      |                            | -1,5%              | 1,2%              |
| PIB en glissement trimestriel |                            | -2,0%              | 0,1%              |
| PIB par habitant              |                            | -2,1%              | 0,0%              |
| Inflation (IPC)               |                            | 1,7%               | 2,3%              |
| Evolution de la demande       |                            | -1,0%              | 0,0%              |
|                               | Consommation               | -1,7%              | 0,1%              |
|                               | Dépenses publiques         | -2,6%              | 0,2%              |
|                               | Exportations (B&S)         | -10,8%             | 0,3%              |
|                               | Importations (B&S)         | -5,3%              | 0,2%              |
| Evolution de la production    | Secteur manufacturier      | -1,7%              | -0,3%             |
|                               | Secteur de la construction | -2,6%              | 0,0%              |
|                               | Secteur des services       | -1,9%              | 0,2%              |
| Parmi les services            | Finance et assurances      | 0,0%               | -0,4%             |
|                               | Ventes au détail           | -1,7%              | 0,4%              |

### MARCHÉ DU TRAVAIL

| Indicateurs                    |                        | T1 2020        | Moyenne sur 3 ans |
|--------------------------------|------------------------|----------------|-------------------|
| Taux de chômage                |                        | 3,9%           | 4,1%              |
| Taux d'emploi                  |                        | 76,6%          | 75,8%             |
| Nombre d'heures travaillées    | (moyenne hebdomadaire) | 31,4           | 32,0              |
| Productivité horaire**         | Croissance annuelle    | 0,5% (T4 2019) | 0,0%              |
| Salaires nominaux              | Croissance annuelle    | 0,0%           | 0,7%              |
| Salaires réels                 | Croissance annuelle    | -0,4%          | 0,2%              |
| Revenu disponible par habitant | Croissance annuelle    | 0,0%           | 0,0%              |
| Taux d'épargne des ménages     |                        | 6,2% (T4 2019) | 6,0%              |

### FINANCES PUBLIQUES

| Indicateurs                                     | T1 2020 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|---|--------------------|-------------------|
| Déficit public (hors actifs bancaires)          | -2,5%              | -2,3%             |
| Dette du secteur public (hors actifs bancaires) | 93,5%              | 83,6%             |
| Investissement public net                       | -2,2%              | -2,1%             |

### COMMERCE EXTERIEUR

| Indicateurs                            |         | T1 2020 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|--|---------|--------------------|-------------------|
| Balance courante                       |         | -2,1%              | -4,3%             |
| Balance des B&S                        |         | -0,4%              | -1,4%             |
| Balance des biens                      |         | -4,9%              | -6,5%             |
| Balance des services                   |         | 4,5%               | 5,1%              |
| Taux de change (moyenne trimestrielle) | GBP/EUR | 1,16               | 1,14              |
|  | GBP/USD | 1,28               | 1,30              |

#### Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 3 mois (sauf PIB g.a.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.